

Questions orales

chefs de gouvernement ou des chefs d'État. Hier et avant-hier, nous avons justement discuté de ce problème avec le premier ministre de l'Iran.

Le député sait que notre ministre des Finances est le chef du groupe intérimaire du FMI. Il est donc évident que des discussions de ce genre doivent avoir lieu. La seule partie de la question à laquelle je ne puisse répondre concerne l'endroit où se tiendront ces réunions: je ne saurais dire si ce sera au Canada ou ailleurs, si jamais elles ont lieu.

* * *

LES TRANSPORTS**L'OPPORTUNITÉ DE L'ASSUJETTISSEMENT AU MINISTÈRE DES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS, DE LA COMMISSION MARITIME ET DU CONSEIL DES PORTS NATIONAUX**

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre si le gouvernement songe à assujettir de nouveau au ministère des Transports les activités de la Commission des transports, de la Commission maritime canadienne et du Conseil des ports nationaux, ce qui permettrait au gouvernement d'avoir la maîtrise de ces activités importantes et éliminerait le chaos auquel le ministre des Transports a fait allusion plusieurs fois à la Chambre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis certain, que cette proposition a été mûrement réfléchi et je veux moi aussi y réfléchir longuement.

M. Hees: Monsieur l'Orateur, pendant que le premier ministre réfléchira, je me demande s'il ne pourrait pas s'attarder aussi à la question suivante. Ne sait-il pas que les ennuis proviennent surtout du fait que le président de la Commission canadienne des transports ne tient jamais compte des directives du ministre des Transports et enlève au gouvernement le contrôle de tout ce qui touche les transports? Le gouvernement actuel étant au départ très mal en point, cette situation cause le chaos, comme vous le confiera volontiers n'importe qui du ministère des Transports à qui vous le demanderez.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, j'aimerais réviser ma première réponse. Les propos du député indiquent que ce que je pensais être une pensée profonde était de fait très superficielle.

M. Hees: Voilà une excellente réponse, digne d'un homme d'État. C'est un autre mauvais jour qui succède à une mauvaise nuit.

* * *

LES FINANCES**LA DIMINUTION DES DROITS D'ENTRÉE SUR LES BICYCLETTES—LE CAS DE LA FABRIQUE DE RIVERS (MAN.)—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Craig Stewart (Marquette): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien dépense plus de 1.5 million par an pour l'école de formation des autochtones à l'ancienne base aérienne de Rivers et que le ministère de l'Expansion économique régionale a

octroyé d'importantes subventions pour installer l'industrie des bicyclettes Sekine à cette école, afin d'assurer du travail aux autochtones, le ministre va-t-il revenir sur sa décision de réduire de 25 à 15 p. 100 les droits de douane sur les bicyclettes importées, vu que cette mesure pourrait entraîner la fermeture de cette grande industrie de Rivers?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai discuté de cette importante question avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et le ministre de l'Expansion économique régionale. On avait soigneusement examiné les instances de cette compagnie et d'autres entre la présentation du budget du 6 mai et celui du 18 novembre. Nous sommes d'avis que la réduction de 25 à 15 p. 100 des droits de douanes est raisonnable puisque la plupart des pièces sont importées en franchise, mais nous continuerons quand même d'examiner la situation. Lors d'une réunion des représentants du ministère et de la Compagnie, le 4 décembre dernier, ceux-ci ont déclaré que ce n'était pas les réductions budgétaires qui les inquiétaient le plus pour l'instant, mais plutôt ce qu'ils appelaient le dumping des bicyclettes étrangères sur le marché canadien. Nous examinons également cet aspect de la question.

M. Stewart (Marquette): Étant donné que la compagnie Sekine a annoncé, juste avant la présentation du budget, un programme d'expansion pour son usine de Rivers, programme qui serait très avantageux pour les habitants du Manitoba, le ministre n'a-t-il pas été informé par d'autres ministères intéressés que la réduction des droits de douane sur les bicyclettes importées pouvait être désastreuse pour l'usine de Rivers?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, il me semble que le député exagère quelque peu. Il devrait tenir compte également de la suppression de la taxe de vente sur les bicyclettes.

* * *

L'AGRICULTURE**BÉTAIL DE BOUCHERIE—DEMANDE D'AIDE GOUVERNEMENTALE EN FAVEUR DE CERTAINS ENGRAISSEURS**

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Agriculture s'il est en mesure d'annoncer un nouveau programme en vue de remédier à la situation des éleveurs de bétail et de l'ensemble de l'industrie bovine au Canada, notamment en ce qui concerne les engraisseurs de bœuf des catégories B et C, lequel est un sous-produit de l'industrie laitière?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur, mais j'espère pouvoir le faire bientôt.

LE CLASSEMENT DU BŒUF—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES AGISSEMENTS DES GRANDS ABATTOIRS

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. Au cours de l'étude approfondie de l'industrie de la commercialisation du bœuf au Canada qu'il a promis à la Chambre et au pays d'effectuer, voudrait-il aussi réétudier le système gouvernemental de classement du bœuf que les grands abattoirs ne respectent plus? Ces compagnies ne respectent plus dans leurs achats les catégories de bœuf établies par le gouvernement.